

Depuis des années, les budgets hospitaliers sont notoirement insuffisants. La plupart des hôpitaux ont accumulé des déficits, les conditions de travail des personnels se sont dégradées. Pour 2005, un tour de vis supplémentaire est annoncé ...

Budgets hospitaliers 2005: asphyxie générale !



Lors de l'ouverture du débat parlementaire relatif au projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, le Gouvernement a annoncé un taux moyen d'augmentation des budgets hospitaliers de 3,6% (en moyenne) pour 2005. De plus, M. Douste-Blazy a annoncé un plan d'économie supplémentaire de 185 millions d'euros pour les hôpitaux publics. Selon la Fédération hospitalière de France (qui regroupe les directeurs d'établissements publics de santé), le taux d'augmentation minimum devrait être au minimum de 5 % pour permettre la stricte reconduction des moyens. A ce taux particulièrement insuffisant, se rajoute une nouvelle règle de gestion qui interdit dorénavant tout dépassement budgétaire.

Plans sociaux dans les hôpitaux

Avant même l'application de ces directives, la plupart des établissements annoncent des plans d'économies qui vont se traduire par des milliers de suppressions d'emplois ; quelques exemples en sachant que la plupart des hôpitaux vont être frappés :

- Chu de Caen : 406 suppressions programmées
- Assistance Publique Hôpitaux de Paris : 4000 sur 4 ans
- Hospices Civils de Lyon : 312 suppressions dès cette année
- CH du Havre : 88 suppressions d'emplois

Au-delà des suppressions d'emplois, c'est la précarisation accrue, le CDD (contrat à durée déterminée) devient la norme d'embauche, l'intensification du travail, le stress, l'épuisement professionnel font partie du quotidien des salariés..., sans parler du blocage des salaires, et le pouvoir d'achat qui est en chute libre !

Que l'on soit soignant, administratif, ouvrier à



l'hôpital public ou dans un établissement privé à but non lucratif (FEHAP), en maison de retraite ou dans le médico-social, les conditions de travail, se dégradent constamment, la qualité du service rendu suit la même pente.

Les effets du "plan Hôpital 2007"

La tarification à l'activité (dite "T2A") pénalise les hôpitaux publics qui doivent assurer 24h sur 24, l'accueil de tous les patients et assurer les missions de service public (urgences, accueil des démunis, enseignement, recherche...) Alors que les cliniques commerciales ont tendance à sélectionner les patients solvables et rentables.

Cette nouvelle technique budgétaire asphyxie les hôpitaux publics. Elle accélérera les fermetures d'établissements, les restructurations, la privatisation des services logistiques (stérilisation, blanchisserie, ...) Ceci aura pour conséquence de réduire l'offre de soins pour toute une partie de la population. C'est insupportable !

Exigeons des moyens pour la santé publique

La situation est explosive ! Les remèdes gouvernementaux avec toujours moins de moyens accordés aux hôpitaux publics nécessitent une riposte unitaire de toutes les organisations syndicales. Sud Santé-Sociaux oeuvre dans ce sens.